



## Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

## Finances - Budget annexe transport - Subvention du budget principal - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

L'article L.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recettes et dépenses.

L'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise toutefois que l'assemblée délibérante peut prendre en charge dans le budget propre de la collectivité des dépenses au titre de ces services publics dans des cas spécifiques, justifiés en particulier par des impacts tarifaires, des contraintes de service public ou l'ampleur des investissements.

Dans le cadre de la gestion de son service public de transports de voyageurs, Montpellier Méditerranée Métropole a instauré une politique tarifaire attractive proposant une grille tarifaire adaptée permettant d'assurer le plus large accès aux usagers. A ce titre elle verse au délégataire une compensation de tarification sociale de 17,1 M€ en 2019.

Des contraintes particulières de service sont également imposées au délégataire afin d'assurer un service public optimal, adapté aux contraintes et aux modes de vie des usagers, tant en termes de fréquences que de dessertes. En 2019, la Métropole verse notamment au délégataire 0,4 M€ pour le service des minibus du soir (services de soirée reliant les communes non desservies par le tramway) et celui de L'Amigo (service de nuit qui dessert les discothèques de la Métropole). Par ailleurs, un programme d'investissement d'ampleur a été mis en œuvre afin de développer une offre de transport performante et de qualité.

Ces investissements ont notamment permis en 15 ans de construire quatre lignes de tramway, faisant du réseau de tramway de Montpellier l'un des plus étendus et des plus fréquentés de France. Ce développement du réseau de tramway se poursuivra avec la future ligne 5 de tramway et l'extension de la ligne 1. A cela s'ajoutent les investissements liés au renouvellement du matériel roulant et aux gros travaux d'entretien des anciennes lignes de tramway, en cohérence avec les objectifs de développement durable et de qualité de service aux usagers voulus par la Métropole. Enfin, les investissements portés par la Métropole visent également à favoriser l'intermodalité avec les autres réseaux de transports collectifs. Ces actions en faveur de l'intermodalité portent aussi bien sur l'information et la tarification que sur les lieux d'échanges.

Ces investissements sont portés par la Métropole à partir de ses recettes propres, mais ils sont aussi financés par l'emprunt. En 2019 ces emprunts représentent un montant de 10,8 M€ de frais financiers.

Pour l'exercice 2019, les principaux postes de dépenses et recettes s'établissent comme suit, conformément au budget primitif adopté le 31 janvier 2019, au budget supplémentaire adopté le 23 juillet 2019, à la décision modificative n°1 du 18 novembre 2019 et à la décision modificative n°2 du 18 décembre 2019 :

En investissement, les dépenses comprennent y compris les restes à réaliser N-1 :

- Le remboursement du capital de la dette : 29 300 000 €
- Le refinancement de la dette : 24 062 500 €
- Les immobilisations incorporelles : 196 035 €
- Les immobilisations corporelles : 17 626 122 €
- Les immobilisations en cours : 11 624 057 €
- Les créances diverses : 7 661 386 €
- Les subventions d'équipement transférées au compte de résultat : 4 835 518 €
- Les opérations patrimoniales : 9 202 707 €
- Les opérations d'ordre de transfert entre section : 10 846 321 €
- Reprise du résultat négatif antérieur reporté : 5 975 254 €

Les recettes d'investissement s'établissent comme suit, avec les restes à réaliser N-1 :

- Les subventions d'investissement : 1 132 000 €
- Les immobilisations en cours : 198 600 €
- Les immobilisations corporelles : 5 550 321 €
- Les réserves et dotations : 7 615 300 €

- Les autres immobilisations financières : 39 943 €
- Les opérations patrimoniales : 9 202 707 €
- Les dotations aux amortissements et valeur comptable des éléments d'actifs cédés : 29 150 000 €
- Le virement de la section d'exploitation : 31 240 706 €
- Les emprunts et dettes : 37 200 323 €

En fonctionnement, les dépenses comprennent :

- Les charges à caractère général correspondants au chapitre 011 : 551 442 €
- Les charges de personnel et frais assimilés : 365 000 €
- Les restitutions de Versement transport : 100 000 €
- Les autres charges de gestion courante : 69 700 160 €, dont 17 119 032 € de compensations tarifaires sociales
- Les charges financières : 10 750 000 €
- Les charges exceptionnelles : 11 710 €
- Les dotations aux amortissements et valeur comptable des éléments d'actifs cédés : 29 150 000 €
- Le virement au profit de la section d'investissement : 31 240 706 €

Les recettes portent sur :

- Le versement transport : 89 400 000 €
- Les ventes de produits : 5 000 €
- Les compensations tarifaires Hérault transports : 660 000 €, les compensations sur la modification du seuil des assujettis : 1 342 277€, et autres produits de gestion courante : 588 834 €
- Les atténuations de charges : 6 000 €
- Les reprises de la quote-part des subventions d'équipement transférées au compte de résultat : 5 296 000 €
- Les reprises sur amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles : 5 550 321 €
- Reprise du résultat antérieur reporté de fonctionnement : 22 620 586 €

Au total, le budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole fait apparaître un besoin de financement de la section de fonctionnement d'un montant de 16 400 000 €.

Dès lors, compte tenu de la politique tarifaire mise en œuvre, des sujétions particulières de service public imposées par la Métropole, et des investissements réalisés par la collectivité, une subvention versée par le budget principal au budget annexe transport est prévue à hauteur de 16 400 000 € au titre de l'exercice 2019. Le montant de cette subvention vient équilibrer le budget annexe en fonction des dépenses issues de la nouvelle DSP transport et des investissements prévus, et des recettes issues notamment du versement transport, tout en modulant l'autofinancement dégagé par ce budget annexe. L'absence de versement de cette subvention conduirait à une hausse excessive des tarifs, contraire à la politique volontariste choisie par la Métropole.

Le montant de cette subvention peut être ajusté en fonction des réalisations effectives de l'année 2019 et de l'équilibre réel à atteindre, et versé en fin d'exercice comptable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement par le budget principal au budget annexe transport d'une subvention de 16 400 000 € au titre de l'exercice 2019 ;
- dire que les crédits sont prévus au budget principal 2019, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111290-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.